

La menace des fonds souverains

Amid Faljaoui

Quel est le lien entre le cheikh Zayed des Émirats arabes unis, le Chinois Hu Jintao, le Russe Poutine et le Libyen Kadhafi ? *A priori* aucun, sauf qu'ils sont tous à la tête de fonds souverains. De ces derniers, vous n'en avez sans doute pas entendu parler et c'est dommage, car ces fonds d'investissement détenus par des États vont faire la pluie et le beau temps sur les marchés financiers. En fait, une vingtaine de pays ont à ce jour constitué un fonds souverain. En 1990, ces fonds souverains détenaient probablement 500 milliards de dollars au maximum. Aujourd'hui, ces fonds pèsent sans doute 2 500 ou 3 000 milliards de dollars. Alors, pourquoi cette différence ? Parce qu'entre 1990 et aujourd'hui, la donne économique a changé !

La Chine, par exemple, plutôt que de recycler ses excédents commerciaux en obligations d'État, préfère investir ses devises dans des entreprises occidentales ; la même démarche est valable pour les pétromonarchies et pour la Russie. Grâce au prix du baril qui a explosé, les voilà à la tête d'une fortune colossale, qu'ils doivent bien placer pour préparer la période de l'après-pétrole. Le problème, c'est que ces pays font peur !

C'est vrai, en principe, qu'il est tout à fait normal de recycler l'argent des pétrodollars dans autre chose que des obligations ou que de l'immobilier, mais la question que se posent certains, et notamment la chancelière allemande Angela Merkel, est : le font-ils dans une optique d'investissement pur ou bien ces fonds, qui sont pilotés par des États – dont la plupart ne sont pas démocratiques –, poursuivent-ils d'autres buts ? Des transferts de technologie en sous-main, par exemple ? Peut-on imaginer que le capital de nos banques ou de nos sociétés énergétiques appartienne en tout ou partie à des fonds souverains ? Pour le moment, la réponse est NON – les pays occidentaux ne font pas confiance à ces fonds, car ils sont opaques et pourraient violer les intérêts nationaux –, et c'est la raison pour laquelle la problématique de ces fonds souverains était au menu de la dernière réunion du G7, le groupe des 7 pays les plus riches du monde.

Menaces et opportunités

Comme le faisait remarquer le magazine économique *The Economist*, menaces et opportunités sont deux termes classiques dans le jargon des conseillers en gestion. L'un comme

l'autre pourraient s'appliquer aux fonds souverains, ces portefeuilles d'investissement constitués par certains États. Certains y voient une menace qui conduirait à une nationalisation en catimini des entreprises européennes et américaines. Mais d'autres considèrent ces fonds comme une opportunité, une déferlante d'argent qui ferait grimper les marchés boursiers. Pour savoir si un fonds donné passe pour une menace ou pour une opportunité, il faut en examiner l'origine. En effet, personne ne s'inquiète trop du régime public de retraite norvégien, assis sur les recettes pétrolières du pays. Il est généralement considéré comme un modèle, puisqu'il s'est doté d'un portefeuille diversifié (que toute grande institution souhaiterait détenir) et qu'il échappe aux controverses. D'ailleurs, la Norvège n'a-t-elle pas dispensé ses conseils à des fonds du monde entier ? Mais la Norvège est vraiment l'exception. Les fonds souverains connaissant les plus fortes expansions appartiennent à la Russie et à la Chine, et quelques fonds parmi les plus gros se trouvent au Moyen-Orient, dans des pays comme Abou Dhabi et Dubaï, qui sont peut-être amicaux aujourd'hui, mais dont on ne peut garantir qu'ils le resteront éternellement, comme expliqué plus haut. Que se passerait-il si ces fonds prenaient des participations dans des entreprises du secteur de la défense ou de l'énergie : se contenteraient-ils d'être des investisseurs passifs ou les gouvernements qui les contrôlent seraient-ils tentés d'user de leur influence ? Jusqu'ici, la menace a été plus théorique que réelle. Dubaï International Capital, par exemple, a pu prendre une participation de 3 % dans le capital du constructeur d'avions EADS sans susciter de réactions alarmistes. Mais l'expansion de certains de ces fonds est telle – ils pourraient peser 12 000 milliards de dollars d'ici 2015, contre 2 500 à 3 000 milliards actuellement – qu'il ne faudra pas attendre longtemps avant qu'ils disposent de participations importantes dans certaines entreprises et banques ou sur certains marchés.

En fait, dans les mois qui viennent, nos pays occidentaux devront répondre à une question : peut-on accepter que des pétromonarchies ou que le parti communiste chinois ne soient pas créanciers des pays riches, mais deviennent – purement et simplement – actionnaires de nos entreprises ? ●